

Conseil National du PCF / 03 mars 2017 (Intervention Danielle Trannoy)

Voici le texte de mon intervention qui oralement a été extrêmement résumée car nous ne disposons que de deux minutes pour donner ce point de nos réflexions.

REAGIR VITE, pour les législatives, pour les communistes, pour le PCF.

Je ne sais pas si je trouverais tous les mots pour donner un état de l'opinion des communistes de mon entourage ? Mais il m'a semblé important de pointer les questions très politiques auxquelles ils sont confrontés.

Quel que soit leurs positionnements au cours de ces derniers mois (ou années),

Ils ont en commun, leurs très grandes difficultés à mettre en œuvre leur engagement communiste, à militer, à porter une parole communiste. Divisés, sans cohérence.

Depuis 2016 (janvier), ce n'est que successions d'attentes d'accords électoraux remettant en cause leur autonomie, notamment pour les législatives.

Certains de nos camarades s'interrogent sur le sens **de cette stratégie visant à la reconstruction de la gauche, voire**, ce qui se dessine, implicitement la mise en place **d'une « coalition »**.

C'est un point pour lequel, nous attendons des éclaircissements très précis. Cette orientation où se décide-t-elle ?

Chaque jour qui passe les plonge dans de grandes interrogations et inquiétudes tant ils sont divisés dans le choix de leur candidat que dans leur stratégie d'union et de rassemblement pour les législatives. Ils commencent à percevoir les pièges et les impasses de la stratégie, privés d'une candidature communiste.

L'autre question qui se pose quotidiennement : **Face au capitalisme (à son nouveau cycle), « je défends quel projet » ?** Un projet qui permettrait d'ouvrir une perspective historique pour rompre avec le capitalisme.

Sans entrer dans les détails du programme de la bourgeoisie française(1). Le capital a un projet, celui du libéralisme triomphant (où une minorité d'individus possède, met en cause la vie de millions d'hommes et de femmes à l'échelle de la planète et de l'humanité toute entière) rendant obsolète le régime de propriété privée des moyens d'action et de production.

Face à cette nécessité historique, la responsabilité essentielle du Parti Communiste ne serait-elle pas d'avancer sur le projet d'une société qu'on oserait nommer « socialiste » ?

Ce ne peut être une incantation. C'est une question fondamentale qui traverse tous les communistes.

De même que cette **chape de plomb qui pèse sur l'UE, la monnaie, l'Otan, véritables entraves à toutes les politiques nationales, à toutes reconquêtes** de politique économiques, financière et monétaire pour sortir du capitalisme. La question d'un référendum devrait être posée tant l'UE est détestée dans les milieux populaires, les exploités qui y ont tout perdu (emplois, salaires, services publics, statut des cheminots, Etat-Nation) mais récolté les guerres impérialistes aux ordres des USA....).

Nous considérons que le PCF se doit de travailler un projet (ce qui est différent d'un programme) sous peine d'être complètement inaudible en tant que Parti Communiste et laisser le champ libre à un programme social-démocrate. En cela, le pacte d'engagement n'est-il pas le plus petit dénominateur commun entre des organisations politiques ?

Le programme partagé ou le pacte d'engagement n'est-il pas le socle de cette alliance recherchée d'une reconstruction de la gauche ? Tout juste socialo-compatible dans le cadre du système actuel. C'est **un compromis ponctuel. Au risque d'entraîner de plus graves déceptions qu'en 2012.**

Sur la stratégie d'union de la gauche : Le constat est sévère car le piège se referme.

Alors que Gattaz et le Patronat avancent leurs pions avec Le Pen, Fillon et Macron, des camarades s'appuient sur les résultats de la primaire du PS pour imposer ce qui a été leur choix, le soutien à un candidat socialiste « plus présentable ». Dans le même temps, Il apparaît de plus en plus nettement que le choix porté sur Jean-Luc Mélenchon a été le moyen d'éviter une candidature communiste et d'attendre. Mais qui est un mauvais choix pour la santé du PCF. L'objectif de la reconstruction de la gauche affiché par une partie du PCF lors du dernier congrès se confirme avec l'appel à un accord Hamon, Mélenchon, Jadot.

De très nombreux communistes n'acceptent pas le retour en arrière vers l'union de la gauche, toujours dans une conception de sommet qui ignore le rassemblement et l'intervention populaires, qui n'apporte aucune réponse au discrédit de la gauche ; aucun programme de rupture avec le capital capable de recréer espoir et engagement chez les plus exploités.

L'orientation qui s'engage sur la recherche d'une nouvelle union de la gauche, conduit à renoncer dans la présidentielle à une bataille pour renforcer l'influence communiste sans laquelle aucun changement politique n'est possible en France. Surtout, elle lie notre sort au Parti Socialiste, pour les législatives. Ce qui n'est pas la bonne manière de re-gagner un groupe à l'Assemblée Nationale. De plus, aucun accord n'est envisagé avec JL Mélenchon pour les circonscriptions qui seraient gagnables par les communistes. La crainte d'être effacés, fondus dans Mélenchon ou dissous dans Hamon, tous deux préoccupés par leur parti respectif, est donc bien réelle.

Nous appelons les communistes à déjouer les pièges d'un accord électoral.

Le Parti Communiste a une responsabilité particulière pour les législatives mais pour le lendemain des élections (qui ne seront pas des « lendemains qui chantent ») : de recentrer le débat sur les perspectives politiques à partir des luttes qui se déroulent en France et travailler au renforcement du PCF et au nombre de ses élus.

Les priorités (succinctement citées oralement) mais développées ici :

Pour un emploi digne et utile pour tous, reconquérir la souveraineté populaire, donner le pouvoir aux travailleurs ! *On ne peut rien changer pour l'emploi sans enlever le pouvoir de l'argent à la grande bourgeoisie et donner à ceux qui travaillent le pouvoir de décision sur l'économie. Ils sont les seuls à pouvoir orienter l'argent vers la satisfaction des besoins humains.*

Pour le droit au logement et à la santé, sortir tous les services publics de la marchandisation ! *On ne peut pas répondre aux besoins sociaux sans inventer de nouveaux modes de gestion publics des besoins sociaux par les usagers eux-mêmes, fondés sur la gratuité et la péréquation tarifaire.*

Pour la paix, sortir du néo-colonialisme et des affrontements impérialistes. *On ne peut changer de société en France sans changer de rapport au monde, sans sortir des rapports de domination économique ou militaire. Ce sont les rapports humains, notamment issus des immigrations successives qui sont l'outil essentiel de nouvelles coopérations internationalistes. Sortie immédiate de l'OTAN et rappel des armées françaises à l'étranger négocié avec les pays concernés.*

Pour une démocratie autogestionnaire, sortir du rôle répressif de l'état. *On ne peut changer de société sans rompre avec les traditions séculaires de domination politique, corporatiste ou policière, sans inventer une construction autogérée de pouvoirs débarrassés des intérêts privés, des pratiques répressives et de propagande.*

Sortir de la violence par la culture et la démocratie : *On ne peut gagner d'intervention majoritaire pour une autre société sans soigner les immenses souffrances léguées par la violence capitaliste, sans reconstruire une parole individuelle et collective libérée, sans un immense bouillonnement culturel et idéologique.*

Pour agir, sur toutes ces questions, des salariés, de simples citoyens, des intellectuels, des gens (comme nous) sont déjà engagés et résistent au quotidien. Ne nous éloignons pas de notre conception du rassemblement dans les luttes et de notre organisation au plus près du terrain, sur les lieux de travail, les quartiers, les campagnes.... avec tous ceux qui souffrent du capitalisme. Son aménagement à la marge pour satisfaire des « options électoralistes » n'apporterait que de nouvelles et

graves désillusions. Pire qu'en 2012 pour le monde du travail dont les luttes butent sur l'absence de perspectives.

Pour terminer, juste quelques mots pour saluer l'engagement de **Lucien Lauprêtre** et sa détermination communiste pour rassembler ceux qui souffrent, pour qu'ils s'organisent à leur tour. C'était un moment émouvant nous rappelant à notre identité.

D. Trannoy.

(1) La bourgeoisie française a un programme, c'est de casser tout ce qui pourrait entraver la mise en place de ce projet.

- La contreréforme de la Sécurité Sociale, de toute la protection sociale, l'exploitation du travail humain ;
- la liquidation de l'Etat-Nation dans une Europe des landers ;
- la mise en place d'un régime sécuritaire permettant de juguler le peuple, la fragmentation du peuple citoyen par tous moyens, désigner des privilégiés (les fonctionnaires) ou des parias (les roms), les réfugiés.....
- casser tous les services publics pour les livrer aux lois du marché...
- les guerres, le pillage Les meurtres.....des populations.